



Conseil économique et social

Distr. générale
24 juin 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts de la comptabilité nationale

Quinzième session

Genève, 17-20 mai 2016

Rapport

Note du Secrétariat

Résumé

La réunion du Groupe d'Experts de la comptabilité nationale a tenu sa quinzième session à Genève du 17 au 20 mai 2016, conformément à la recommandation qu'il avait formulée en mai 2014, à sa précédente réunion biennale, et en application d'une décision prise par la Conférence des statisticiens européens au mois de juin 2015.

Le présent document, qui constitue le rapport du Groupe d'experts, a pour objet de rendre compte à la Conférence des statisticiens européens de l'organisation et des résultats de cette réunion.



I. Introduction

1. La réunion du Groupe d'experts de la comptabilité nationale s'est tenue à Genève du 17 au 20 mai 2016. Le premier module de la réunion, qui s'est tenu le 17 mai 2016, s'intitulait « Réunion spéciale consacrée à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, à l'Europe du Sud-Est et à d'autres pays intéressés ». Il était organisé en collaboration avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), Eurostat et la Division de statistique de l'ONU. Le deuxième module, qui s'est tenu du 18 au 20 mai, s'intitulait « Groupe d'experts de la comptabilité nationale ». Il était organisé conjointement avec Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les pays ci-après étaient représentés à la session : Albanie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chine, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Hongrie, Irlande, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine.

2. Ont également assisté à la réunion des représentants de l'AELE, de la Commission économique eurasiennne, de la Commission européenne (Eurostat et Centre commun de recherche), du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CEI-STAT), de la Division de statistique de l'ONU, de l'OCDE, de l'Administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), de l'International Services Trade Information Agency, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

3. L'ordre du jour provisoire a été adopté.

4. M. Brent Moulton (États-Unis) présidait la réunion.

II. Organisation de la réunion

5. Les questions de fond ci-après ont été débattues à partir d'exposés et de documents complémentaires.

A. Premier module : « Réunion spéciale consacrée à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, à l'Europe du Sud-Est et à d'autres pays intéressés »

- Établissement des tableaux des ressources et des emplois
- Poursuite des travaux d'appui à la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 dans la région

B. Deuxième module : « Groupe d'experts de la comptabilité nationale »

- Mesure de la production mondiale
- Utilisation d'unités statistiques dans la comptabilité nationale
- Évaluation des ressources naturelles et prospection minière

- Mesure du capital humain
- Travaux futurs et adoption du rapport
- Questions diverses

III. Résumé des principales conclusions issues de la réunion

6. On trouvera ci-après des recommandations concernant les travaux futurs. Tous les documents de la réunion sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/index.php?id=41147#/>.

A. Premier module : « Réunion spéciale consacrée à l'Europe orientale, au Caucase et à l'Asie centrale, à l'Europe du Sud-Est et à d'autres pays intéressés »

1. Établissement des tableaux des ressources et des emplois

7. Un certain nombre de pays ont présenté leurs expériences et leurs travaux récents en matière de conception, d'élaboration ou d'amélioration des tableaux des ressources et des emplois. Les exposés ont permis de mettre en évidence les progrès accomplis par de nombreux pays de la région, de confirmer que les tableaux permettaient d'améliorer la qualité et l'utilisation analytique des comptes nationaux et de dégager les bonnes pratiques et les difficultés restant à surmonter. Au nombre de ces difficultés figurent l'imprécision du classement des biens et des activités économiques, le respect des délais, l'automatisation (logiciels et automatisation plus poussée des procédures employées pour équilibrer les ressources) et l'amélioration des sources au moyen d'enquêtes et de données administratives. Il a également été question des travaux en cours au niveau international et des contraintes qui en résultent au niveau des tableaux nationaux des ressources et des emplois.

8. Les pays ont constaté qu'ils devaient tous continuer à améliorer la production des tableaux des ressources et des emplois, notamment en optimisant les procédures d'intégration et d'équilibrage, la précision et les sources de données, en mettant pleinement en œuvre le Système de comptabilité nationale de 2008 (ci-après SCN 2008) et en élaborant des outils informatiques normalisés. Les organisations internationales pourraient appuyer ces efforts en organisant des ateliers, en recommandant des bonnes pratiques et en facilitant l'élaboration de logiciels normalisés.

2. Poursuite des travaux d'appui à la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 dans la région

9. Les pays de la région de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est ont progressé vers la pleine mise en œuvre du SCN 2008. Ils ont entamé ou achevé la majorité des activités inscrites dans les plans nationaux et les recommandations régionales pour la mise en œuvre du SCN 2008. Dans le même temps, un certain nombre de questions restent en suspens et l'amélioration de la qualité globale de la comptabilité nationale continue de constituer un défi pour l'ensemble des pays. Les plans nationaux de mise en œuvre doivent être actualisés en fonction des progrès réalisés et des nouvelles priorités et difficultés. Les recommandations régionales seront révisées en conséquence.

10. Un certain nombre de préoccupations ont été exprimées à propos du recrutement et de la formation du personnel qualifié, ainsi que des moyens de le retenir, du renforcement

du rôle des offices de statistique, l'amélioration de la coopération au sein du système national de statistique et de la préservation de la mémoire institutionnelle.

11. Les organisations internationales pourraient aider les pays en défendant et en promouvant le rôle coordonnateur des offices de statistique, en organisant des ateliers sur le renforcement des liens entre les institutions et en appuyant l'optimisation et l'automatisation des processus de production de statistiques.

12. En outre, pour ce qui est de l'assistance technique, un certain nombre de domaines d'activité ont été définis :

- Choix, au sein des offices de la statistique, d'une approche intégrée visant à harmoniser et à renforcer les processus de production de statistiques ;
- Harmonisation des statistiques de comptabilité nationale avec d'autres statistiques économiques telles que celles de la balance des paiements et les statistiques monétaires et financières ;
- Utilisation et intégration de données émanant d'administrations (par exemple, impôts, sécurité sociale et douanes) ;
- Élaboration d'outils informatiques permettant de faciliter et de rationaliser la production de statistiques ;
- Mesure des prix et des volumes grâce à la mise en œuvre de la méthode de la double déflation et à l'amélioration de la qualité des indices des prix (consommation, production, exportation et importation) ;
- Au niveau des sources et de la couverture des données, amélioration des registres statistiques des activités industrielles et commerciales et des statistiques primaires et mise en œuvre des classifications adoptées au niveau international.

13. Les participants sont convenus que la CEE, en coopération avec d'autres organisations partenaires, devait continuer à soutenir l'application du SCN 2008 dans les pays en organisant des ateliers, en offrant l'aide d'experts et en dispensant des formations.

14. Une session extraordinaire sera organisée au printemps 2018 pour aborder des sujets d'intérêt commun pour la région.

B. Deuxième module : « Groupe d'experts de la comptabilité nationale »

1. Mesure de la production mondiale

15. Les participants ont reconnu les progrès accomplis et pris acte de la nécessité de poursuivre les activités de suivi relatives aux recommandations et au programme de recherche du Guide pour la mesure de la production mondiale.

16. Il n'est pas toujours facile de repérer les entreprises participant à la production mondiale. Les sources de données administratives ou les enquêtes en cours ne fournissent pas nécessairement les informations nécessaires. Les participants ont estimé que les questions-filtres utilisées lors de la collecte directe de données représentaient une réelle avancée. Il conviendrait d'étudier la possibilité d'utiliser des procédures génériques permettant de repérer et de prendre en compte les petites entreprises participant à la production mondiale.

17. Le vocabulaire et les concepts utilisés déroutent parfois ceux qui répondent aux enquêtes statistiques. Il est nécessaire d'améliorer la communication entre les statisticiens des instituts officiels et les producteurs mondiaux. Les participants ont insisté sur l'importance qu'il y avait à garder le contact avec les entreprises et à essayer d'adopter un

langage commun, et ils ont souligné le fait que ceux qui répondaient aux enquêtes avaient besoin que les concepts utilisés soient clairement définis et explicités.

18. La qualité de la communication et de la coopération entre ceux qui établissent les comptes nationaux et ceux qui fournissent les statistiques sources est également essentielle. La nécessité d'améliorer la communication avec les entreprises mondiales et d'assurer la cohérence des données d'un domaine statistique à l'autre a conduit les offices de statistique à réfléchir à la meilleure façon d'y pourvoir. C'est pourquoi un nombre croissant d'entre eux mettent en place des unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises complexes. Les échanges de données d'expérience sur l'activité et l'organisation de ces services et les procédures d'harmonisation et de validation des données doivent se poursuivre.

19. Les participants ont insisté sur le fait qu'il était nécessaire de mettre en commun les connaissances et les données d'expérience concernant l'application des recommandations du Guide pour la mesure de la production mondiale relatives aux méthodes de collecte et de traitement des données. Même si les situations diffèrent selon les pays, chacun d'entre eux peut beaucoup apprendre des autres.

20. Les participants sont convenus qu'il serait utile de disposer d'un recueil des pratiques optimales pour remédier aux incohérences des données relatives à la production mondiale et qu'il serait bon de mettre en place une plateforme Wiki grâce à laquelle les pays pourraient mettre en commun des informations sur leurs pratiques respectives. Les données d'expérience recueillies pourraient conduire à une mise à jour du chapitre 5 du Guide pour la mesure de la production mondiale.

21. Le dialogue entre les spécialistes de la comptabilité nationale et le sous-groupe technique de la CITI doit se poursuivre pour que progressent les travaux sur le repérage et la compréhension de l'activité des producteurs de biens sans usine.

22. L'échange des données est essentiel pour la recherche de solutions aux difficultés rencontrées au niveau de la production mondiale. Il convient d'explorer cette voie plus avant. C'est pourquoi le Bureau de la Conférence des statisticiens européens a résolu d'entamer un examen approfondi de l'échange de données et de la diffusion des données économiques, et de décider des travaux à mener à l'avenir dans ce domaine. La Finlande est en train de rédiger un rapport à ce sujet en coopération avec d'autres pays et certaines organisations internationales.

23. Les participants ont insisté sur le fait que les producteurs de statistiques économiques devaient confronter et échanger leurs données, au sein d'un même pays ou d'un pays à l'autre, pour permettre la validation des statistiques relatives à la production mondiale. Ils sont convenus de l'intérêt d'une telle pratique pour l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de la cohérence des données dans différents domaines. Dans le même temps, il convient de tenir compte de la situation de chaque pays et des difficultés juridiques et techniques à surmonter.

24. La mise en commun de données devrait être sélective et correspondre à des objectifs précis. Il est important de progresser à pas mesurés. Il convient en premier lieu de définir clairement les problèmes à résoudre puis, dans un deuxième temps, de déterminer les données qui doivent être échangées pour les régler le plus efficacement possible.

25. Pour déterminer la voie à suivre, il est important de tirer parti de l'expérience en matière d'échange de données au niveau international, telle qu'elle a été présentée et examinée lors de la réunion. Il importe également de prendre en compte les réalisations et les retours d'expériences en matière d'échange de données au plan national.

26. Pour ce qui est de la mise en commun des données, il est à la fois nécessaire de se conformer à certains grands principes et d'adopter des mesures concrètes. Il est également

nécessaire de mettre au point des solutions techniques pour faciliter les échanges de données. Dans ce domaine, les organisations internationales ont un rôle important à jouer.

27. Les participants ont également souligné les risques inhérents à la mise en commun des données. La qualité des statistiques produites dépend considérablement de la confiance des personnes qui répondent aux enquêtes, et la crainte de voir des informations sensibles divulguées peut susciter une certaine réticence dans les entreprises.

28. Un petit groupe d'experts devrait être créé pour aider Statistics Finland à analyser l'expérience du pays en matière de mise en commun des données et pour faire au Bureau de la Conférence des propositions concrètes sur la manière de faire progresser les travaux dans ce domaine. Le Canada, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, Eurostat et la CEE ont exprimé leur intention de faire partie de ce groupe.

2. Utilisation d'unités statistiques dans la comptabilité nationale

29. Les discussions ont principalement porté sur l'unité statistique à utiliser pour la production des comptes nationaux et tout particulièrement sur la question de savoir si l'établissement, unité préconisée par le SCN pour les tableaux nationaux des ressources et des emplois, devait rester la norme. Il a été dit qu'il était peut-être temps de revenir sur les unités prises en compte dans la production des tableaux nationaux des ressources et des emplois. Les arguments évoqués à l'appui de ce projet ont trait à la mondialisation, à l'évolution des données de base, aux modifications du SCN 2008 en ce qui concerne la propriété, à la volonté de réduire la charge que représente la communication de données, aux corrélations de microdonnées, à l'amélioration de la cohérence, à la relation entre comptes permanents et comptes financiers (par activité) et à l'amélioration des données relatives au commerce, à la production et l'investissement.

30. Les participants sont convenus qu'il était nécessaire de poursuivre les recherches dans ce domaine et qu'il faudrait, pour la suite des travaux, prendre en considération les éléments suivants :

- Le changement de l'unité statistique ne peut se faire sans qu'il soit tenu compte des classifications, des registres des entreprises et des enquêtes sur les entreprises. Il convient de consulter les spécialistes de ces différents domaines si l'on veut formuler une recommandation réaliste ;
- Toute décision visant à changer l'unité statistique (par exemple le passage de l'établissement à l'entreprise pour les tableaux des ressources et des emplois) doit tenir compte de toutes les utilisations des comptes nationaux et, plus généralement, de comptes économiques tels que les comptes régionaux, ainsi que du besoin de disposer de séries chronologiques sur une longue durée ;
- Toute recommandation doit tenir compte de l'évolution rapide de la structure organisationnelle des entreprises et de ses conséquences possibles au niveau de leur classification, en particulier lorsqu'elles se composent d'établissements importants et hétérogènes. Il peut être nécessaire de disposer de directives concrètes si l'on veut obtenir une mesure adéquate des entreprises par opposition aux groupes d'entreprises. Il a été estimé que le profilage et les unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises complexes étaient à cet égard de précieux outils ;
- Il a été admis qu'il pouvait être nécessaire, selon les applications, d'avoir recours à des unités statistiques différentes ;
- Toute décision relative aux unités statistiques doit tenir compte du type d'informations qu'elles permettent d'obtenir.

3. Évaluation des ressources naturelles et prospection minière

31. Les participants à la réunion ont passé en revue des exemples d'efforts déployés par des pays pour mettre en œuvre les recommandations du SNC 2008 relatives à l'évaluation des ressources naturelles. Malgré les nombreuses difficultés rencontrées dans ce domaine, on observe une tendance à l'harmonisation des méthodes. Cependant, étant donné les nombreuses divergences qui subsistent quant à la façon de les appliquer concrètement (eu égard par exemple au lissage, aux questions relatives à la propriété et aux taux d'actualisation), il est nécessaire de formuler des orientations. La coopération internationale et l'échange de données d'expérience se poursuivront par l'intermédiaire de l'équipe spéciale de l'OCDE sur la mise en œuvre du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) et dans le cadre des séminaires annuels OCDE/CEE consacrés à cette mise en œuvre. Les points relatifs aux changements climatiques pourraient également être examinés dans le cadre du Forum de la CEE sur les statistiques relatives aux changements climatiques.

4. Mesure du capital humain

32. Les recommandations formulées dans le Guide sur la mesure du capital humain, les résultats de la consultation par voie électronique des pays membres de la Conférence et les décisions prises à la réunion plénière de la Conférence en avril 2016 ont été présentés lors de la réunion. Des exemples nationaux ont permis d'illustrer la mise en pratique des recommandations du Guide grâce à l'élaboration d'un compte satellite pour l'éducation et la formation et d'un compte satellite pour le Capital humain.

33. Les participants ont accueilli avec satisfaction le Guide et ont convenu de sa pertinence dans la perspective de l'intérêt qui s'est récemment manifesté en faveur de la mesure de la richesse des nations. Il a été proposé que dans un premier temps les pays élaborent des comptes satellites pour l'éducation et la formation comparables au niveau international – proposition qui a bénéficié d'un large consensus. Ces travaux expérimentaux permettraient de mettre à l'épreuve et d'améliorer les recommandations pratiques du Guide. Le Bélarus, la Fédération de Russie, Israël, la Norvège et le Royaume-Uni se sont portés volontaires pour mener des études pilotes, et l'Azerbaïdjan, le Mexique et les Pays-Bas envisageraient de participer au projet. D'autres pays sont invités à participer à l'essai pilote.

5. Travaux futurs et adoption du rapport

34. La réunion s'est achevée par une table ronde consacrée aux prochaines actions à mener à l'appui de la mesure de la production mondiale. Il a été question d'un certain nombre de difficultés à surmonter et de domaines dans lesquels les pays doivent faire des efforts pour préserver la qualité des comptes nationaux :

- Il est nécessaire de rester au fait de l'évolution rapide des pratiques économiques. Les statisticiens doivent faire preuve d'une grande souplesse pour s'adapter rapidement à une réalité économique en mutation. Il est souvent difficile de recenser les unités participant à la production mondiale, d'opérer des classements ainsi que de collecter et de corréler les données pertinentes. Les registres des entreprises devraient jouer un rôle crucial à cet égard ;
- Il est difficile de trouver un langage commun et de communiquer clairement et efficacement avec le monde des entreprises. La collaboration avec des spécialistes des méthodes d'enquête, le dialogue avec les entreprises et la connaissance de leurs pratiques en matière de communication des informations et de tenue des comptes devraient permettre d'améliorer les questionnaires ;
- La production de données correctes est un processus itératif. Il convient de mettre en place des sources de données, des enquêtes et des méthodes, qui doivent être testées.

Cela permettra de repérer les lacunes, de mettre au point de nouveaux modules d'enquête et d'adapter et d'améliorer les méthodes ;

- La détection et la suppression des incohérences entre les données constituent un problème de taille au niveau des grandes entreprises multinationales. Il est très difficile de déterminer les ajustements à faire pour corriger les données recueillies et de coordonner ces ajustements entre les différents domaines et pays. La mise en commun et le croisement des données jouent un rôle essentiel dans le maintien de la qualité des statistiques ;
- Les unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises complexes jouent un rôle important dans la validation des données, le profilage et la compréhension des entreprises. Les informations qu'elles recueillent doivent être corrélées aux registres des entreprises, lesquels doivent leur servir de base de connaissances commune ;
- Beaucoup de petites et moyennes structures sont, comme les grandes entreprises complexes, parties prenantes aux accords de production mondiale. Les offices de statistique, qui n'ont pas les moyens d'enquêter sur ces structures, doivent mettre au point des méthodes et des procédures générales de suivi et d'évaluation de leur impact sur l'économie ;
- Il est encore plus difficile de suivre l'évolution des accords de production mondiale dans le secteur financier et de comptabiliser les opérations financières. Les liens entre comptes financiers et comptes non financiers doivent être pris en compte. Il est essentiel de resserrer la coopération avec les banques centrales, tant pour harmoniser les chiffres des balances des paiements et des comptes nationaux que pour mettre en commun les connaissances relatives aux marchés financiers ;
- Les utilisateurs des données apprécient les séries chronologiques longues et cohérentes, mais il est difficile de préserver la continuité de ces séries lorsqu'on met en œuvre des améliorations. Les spécialistes de la comptabilité nationale doivent coopérer et communiquer avec les utilisateurs de données afin de mieux expliquer les révisions effectuées et de démontrer l'utilité de leurs produits. Ils doivent agir de même avec les fournisseurs de données de base pour préciser leurs besoins en la matière ;
- Les questions relatives aux ménages doivent être prises en compte dans la mesure où la mondialisation concerne également les ménages, en tant que consommateurs et fournisseurs de main-d'œuvre.

35. Les organisations internationales doivent aider les pays pour les questions ayant trait à la production mondiale. À cet égard, il a été relevé qu'il leur incombait essentiellement de :

- Soutenir l'échange de connaissances et de bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement, de production et de diffusion de données relatives à la production mondiale ;
- Faciliter l'échange de données entre États, en permettant les recoupements, en repérant les asymétries, en donnant des formations ainsi qu'en recensant et en promouvant les pratiques optimales ;
- Constituer des ensembles de données intégrés à l'échelle mondiale, et mener des études et des analyses, pour démontrer l'utilité des nouvelles séries de données produites par les offices nationaux de statistique au titre du programme relatif à la production mondiale ;
- Promouvoir la coopération internationale et la mise en commun des connaissances pour ce qui est des activités des unités chargées de traiter le cas des grandes

entreprises complexes. Faciliter les contacts et l'adoption d'une vision commune des entreprises importantes et complexes ;

- Organiser des ateliers pour l'échange des données d'expérience et la présentation des méthodes d'évaluation du rôle des petites et moyennes entreprises dans la production mondiale ;
- Poursuivre l'harmonisation des prescriptions, des concepts et des normes internationaux dans le domaine de la comptabilité nationale et du commerce international. Rester au fait de l'évolution des réalités économiques et des pratiques économiques internationales.

36. La CEE, conjointement avec Eurostat et l'OCDE, organisera une réunion spéciale du Groupe d'experts de la comptabilité nationale pour débattre de l'expérience concrète en matière de production mondiale. Cette réunion, qui se tiendra du 31 mai au 2 juin 2015, sera préparée en concertation avec le Groupe directeur sur la comptabilité nationale. Il a été proposé d'inscrire les sujets ci-après à l'ordre du jour de la réunion de 2017 sur la mesure de la production mondiale :

- Échange et recoupement de données ;
- Comptabilité mondiale (liens avec les travaux de l'Équipe spéciale sur les unités statistiques, du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique et de l'Équipe spéciale de la comptabilité mondiale intégrée d'Eurostat ;
- Cohérence et validation des données (pratiques optimales en matière de collecte et de validation des données, moyens d'assurer la cohérence entre les comptes nationaux et la balance des paiements) ;
- Production de biens sans usine ;
- Mesure des prix et des volumes relatifs à la production mondiale.

37. Les pays et organisations internationales ci-après ont exprimé le souhait de contribuer à l'établissement de l'ordre du jour de la réunion : États-Unis, Irlande, Pays-Bas, BCE, Eurostat et OCDE.

38. Une autre réunion du Groupe d'experts de la comptabilité nationale sera organisée au mois de mai 2018. Il a été proposé d'inscrire les sujets ci-après à son ordre du jour :

- Comptes satellites ;
- Comptes des ménages ;
- Gestion des révisions des séries chronologiques ;
- Mesure des prix et des volumes, notamment concernant l'économie numérique ;
- Comptabilité nationale et objectifs de développement durable ;
- Pratiques optimales dans certains domaines.

39. Les pays et organisations internationales ci-après ont manifesté leur intention d'apporter leur contribution à la réunion de 2018 : Canada, États-Unis, Fédération de Russie, Norvège, Royaume-Uni, Eurostat, OCDE, Groupe de haut niveau de la CEE sur la modernisation des statistiques. Le Groupe directeur sur la comptabilité nationale examinera la liste des sujets en 2017 pour vérifier que toutes les questions d'actualité ont été prises en compte.

40. Les participants ont demandé au secrétariat de la CEE d'informer le Bureau de la Conférence des statisticiens européens des résultats de la réunion et d'assurer le suivi des travaux supplémentaires recommandés.

41. Le présent rapport a été adopté par le Groupe d'experts de la comptabilité nationale à la session qu'il a tenue à Genève du 17 au 20 mai 2016.
